
Budget provincial 2012-2013 : prudence et rigueur !

Par Françoise Bertrand,
Présidente-directrice générale
Fédération des chambres de commerce du Québec

À la veille du prochain budget provincial, la Fédération des chambres de commerce du Québec **exhorte** le gouvernement à la prudence et à la rigueur, deux comportements qu'il s'était engagé à mettre de l'avant et que l'on doit trouver à la base de son budget 2012-2013. Il doit impérativement se recentrer sur la création de la richesse de même que sur le maintien, si ce n'est l'intensification de son plan de réduction des dépenses. Cet appel s'avère d'autant plus pressant et pertinent que les signaux économiques des derniers mois ne sont guères favorables à l'économie du Québec. Sans être alarmistes, nous croyons que la crise est loin d'être derrière nous ! C'est pourquoi nous nous devons de réaffirmer les trois axes principaux qui doivent guider les choix du gouvernement.

1) La productivité. Les études le confirment année après année. Notre productivité prend du retard sur celle de nos partenaires économiques naturels. Autant les autres provinces canadiennes que les États-Unis avancent plus vite que nous et, année après année, leurs citoyens s'enrichissent davantage. Si nous voulons maintenir nos programmes sociaux, nous devons absolument créer de la richesse, et cette richesse ne peut venir que de nos entreprises. Il est urgent de concentrer les mesures d'aide aux entreprises vers l'amélioration de la productivité et l'innovation plutôt que de poursuivre une approche moins focalisée.

La productivité n'est pas l'apanage des seules entreprises. L'État aussi doit devenir plus productif. Nous n'avons pas de résultats probants montrant que les efforts vont dans la bonne direction. Nous ne pouvons investir une part importante de nos ressources dans les services publics sans en garantir la gestion optimale. Les technologies, l'organisation efficiente du travail de même que de nouvelles pistes de livraison des services publics sont en mesure de garantir des services de qualité à meilleur coût. Non seulement devons-nous avoir le courage d'évoquer ces nouvelles avenues, mais il est essentiel de les mettre en œuvre.

De plus, il faut revoir les structures et éliminer des paliers organisationnels qui ne génèrent que peu de valeur ajoutée.

2) La main-d'œuvre. Nos entreprises sont déjà confrontées à des problèmes de main-d'œuvre sur les plans de la qualification et de la mobilité. Dès 2013, les personnes qui prendront leur retraite se feront plus nombreuses que celles qui entreront sur le marché du travail. Pour prospérer, le Québec a besoin d'une main-d'œuvre qualifiée et mobile. Cela exige de bouger

rapidement, et ce, sur plusieurs fronts à la fois. Voici les domaines vers lesquels le gouvernement doit diriger ses investissements dans son budget 2012-2013 : persévérance scolaire, formation continue, réorientation de certains travailleurs, accueil et intégration des immigrants ainsi que prolongement de la vie active des travailleurs.

3) Les finances publiques. Il existe certes un plan de remboursement de la dette, et nous nous en réjouissons. Il en va de même des mesures déployées et résultats obtenus pour lutter contre l'évasion fiscale, mais beaucoup reste à faire. Il faut s'attaquer avec plus de vigueur à la révision de tout l'appareil gouvernemental dans ses structures, programmes et services afin non seulement d'en vérifier la pertinence, mais aussi d'innover dans le mode de livraison. À ce chapitre, nous demeurons trop figés dans nos acquis. Nous devons faire preuve d'imagination dans les modes de livraison de nos services publics.

Même problématique du côté du contrôle des dépenses du secteur de la santé. Comme société, nous ne pouvons soutenir des augmentations annuelles des coûts de santé supérieures à notre enrichissement collectif. Il faut permettre et encourager d'autres façons de faire, notamment par la présence du secteur privé et une plus grande responsabilisation de tous les intervenants du réseau de la santé, sans diminuer la qualité des soins. Ici tout reste à faire. Le prochain budget devrait envoyer des signaux positifs en mettant de l'avant de nouvelles façons de faire.

Cet appel à mieux concentrer nos efforts budgétaires 2012-2013 ne se fera pas sans les efforts ni la collaboration de tous les citoyens, du gouvernement et des entreprises. Il faut beaucoup de discipline au gouvernement du Québec pour maintenir le cap. À maintes reprises, le gouvernement a inscrit l'économie comme solution au cœur de notre avenir collectif. Nous restons convaincus qu'il faut d'abord créer de la richesse pour conserver nos acquis, et non l'inverse !
